

LETTRE DE CONJONCTURE

AVRIL 2023 - N° 2023-2

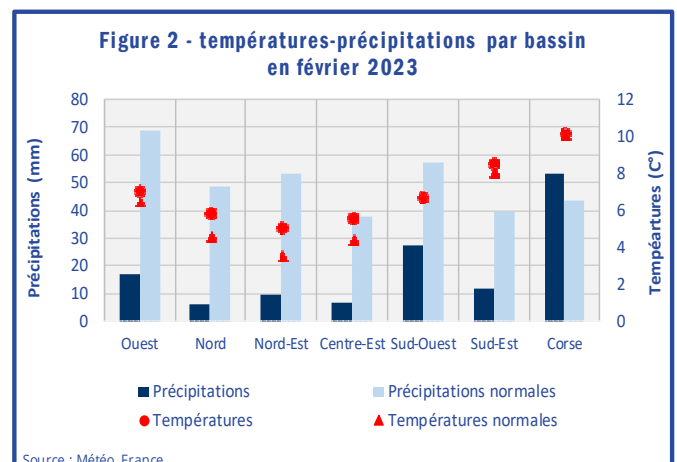
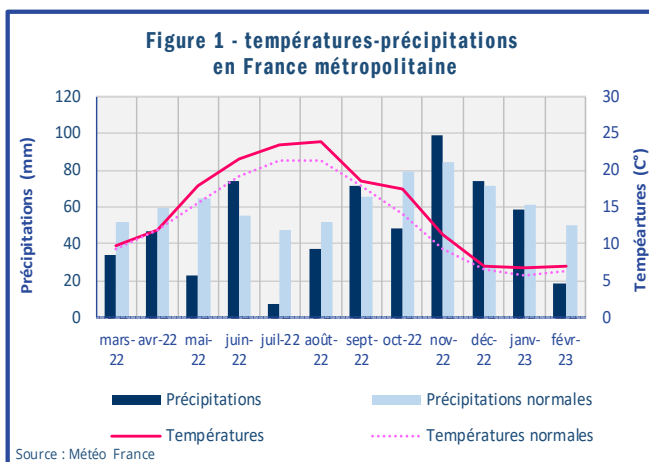
Décembre 2022 à février 2023 : malgré une certaine détente, les prix des produits agricoles et les prix des intrants restent élevés

A l'hiver 2022-2023, les prix à la production des produits agricoles se stabilisent à un niveau élevé, supérieur 11,4 % à celui de février 2023, précédant le déclenchement du conflit en Ukraine. Les prix de la quasi-totalité des céréales ont ralenti du fait principalement de l'abondance des disponibilités mondiales mais ils restent fermes, encore supérieurs à ceux déjà hauts d'avant le déclenchement du conflit en Ukraine. Les prix des fruits, des légumes d'hiver, et surtout des productions animales sont fortement tirés à la hausse par des productions en général limitées, et atteignent le plus souvent de nouveaux pics. Ces hausses s'inscrivent dans un contexte où le coût des intrants agricoles reste élevé, malgré une certaine décrue. Dans le même temps, les prix à la consommation des produits alimentaires accélèrent à un rythme supérieur à celui des prix à la production.

Météo : un hiver météorologique (décembre à février) parmi les plus secs depuis 1959

En France, l'hiver météorologique (décembre 2022 - février 2023) est plutôt doux : + 0,8°C par rapport aux normales de saison 1991-2020 (*figure 1*), avec de forts contrastes : froid durant la première quinzaine de décembre et pendant la seconde quinzaine de janvier et février, douceur le reste du temps. L'hiver se caractérise aussi et, surtout, par un déficit pluviométrique exceptionnel en février (-62 % par rapport aux normales). Ce mois se classe ainsi au 4^e rang des mois de février les plus secs depuis 1959. Excepté en Corse, où le mois a été très arrosé, tous les bassins sont fortement déficitaires (*figure 2*).

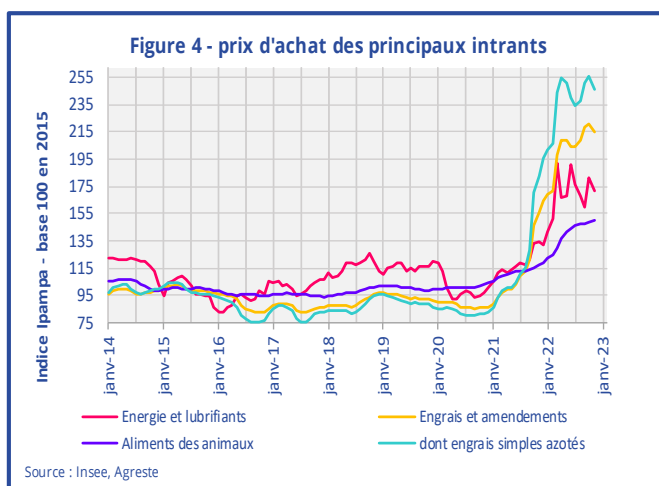
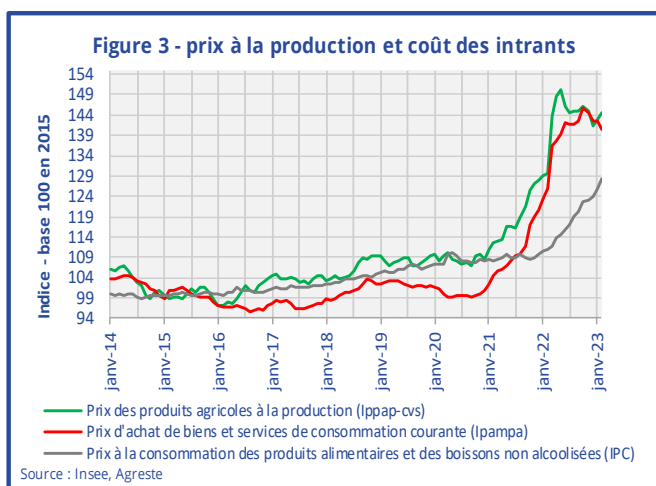
Cette sécheresse météorologique contribue à l'aggravation de la sécheresse hydrologique (80 % des nappes phréatiques inférieures à la moyenne en février 2023 contre 50 % en février 2022). Les pluies de l'automne et de l'hiver, période de recharge essentielle, ont été très insuffisantes pour compenser les déficits accumulés durant l'année 2022. Cumulées depuis septembre 2022, les précipitations sont en baisse de 16 % par rapport aux normales. A ce stade, l'état des cultures reste satisfaisant mais les précipitations attendues dans les semaines à venir seront décisives.



Prix : ils restent élevés au stade de la production, dans un contexte où la pression du prix des intrants reste forte, ainsi qu'au stade de la consommation

Après avoir atteint leur niveau le plus haut en mai 2022, les prix agricoles à la production ralentissent depuis, tout en restant, de décembre 2022 à février 2023, supérieurs de plus de 10 % aux niveaux déjà élevés d'avant le conflit en Ukraine (figure 3). En février, ils dépassent même de 28,2 % les prix moyens 2018-2022. Dans le même temps, les **prix à la consommation des produits alimentaires** augmentent sur un an à un rythme encore plus marqué (+ 15,8 % en février, après + 14,2 % en janvier et + 12,9 % en décembre), hausses les plus fortes depuis le déclenchement du conflit en Ukraine.

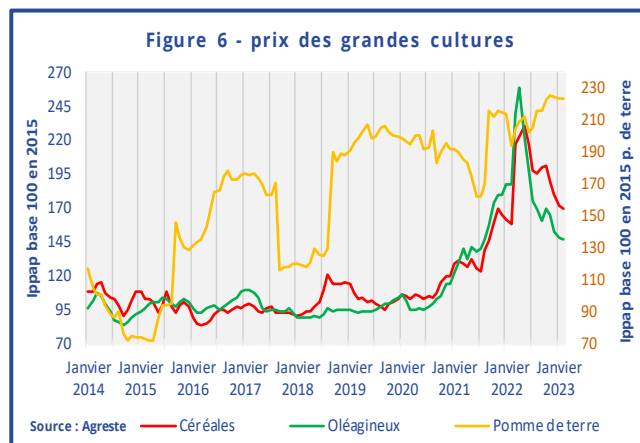
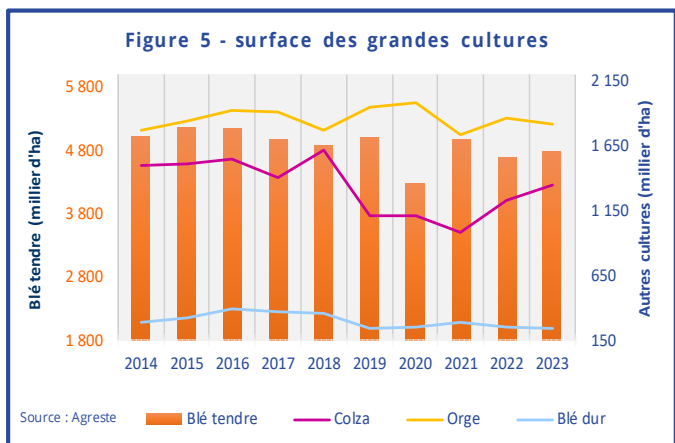
Les **prix d'achat des consommations intermédiaires** continuent de se tasser sur un an (+ 11,5 % en février, après + 15,4 % en janvier, et + 18,2 % en décembre). Ils restent toutefois hauts par rapport aux niveaux déjà soutenus de la fin 2021-début 2022, avant le conflit russo-ukrainien. Cela est vrai tant pour les prix de l'énergie que pour ceux des engrais et des aliments (figure 4). En février 2023, les prix de l'énergie dépassent de plus de 20 % ceux de 2022.



Grandes cultures : poursuite de la décrue des prix des céréales et des oléagineux

En 2023, les surfaces de céréales à paille sont estimées en France à 7,3 millions d'hectares, quasiment égales à celles de 2022 (+ 0,3 %) (figure 5). Les inquiétudes à l'approche des négociations sur la reconduction de l'accord sur le corridor en mer Noire en mars pèsent moins dans l'orientation des prix des **céréales** que l'abondance des récoltes mondiales (notamment russes) et une hausse de l'euro face au dollar peu propice à la compétitivité des origines européennes. Leur décrue se poursuit donc, tout en restant au-dessus des niveaux déjà élevés d'avant-conflit (+ 6,8 % sur un an en février) et encore supérieurs de plus de 40 % aux prix moyens 2018-2022 (figure 6).

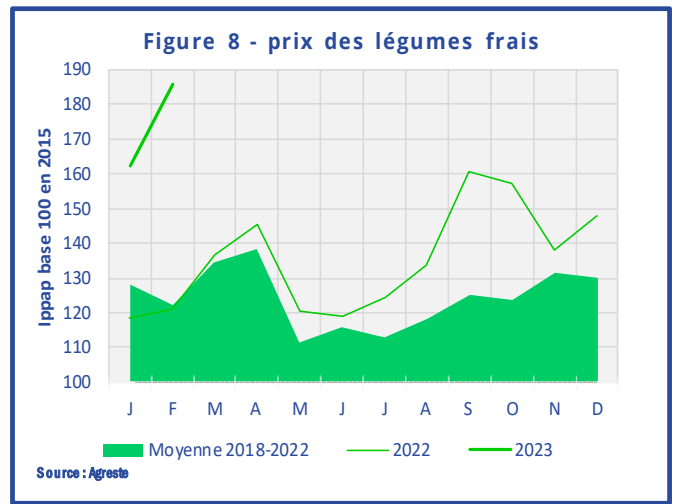
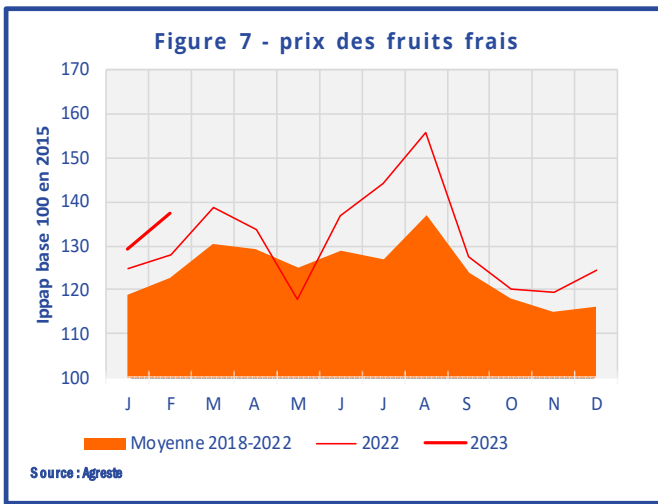
En 2023, la sole d'oléagineux progresserait de 9,3 % sur un an. Du fait de cette perspective et, plus largement, des disponibilités confortables au niveau mondial (Australie, Canada) d'une part, et d'une demande ralentie par la baisse des achats chinois d'autre part, les prix des **oléagineux** reculent, s'établissant même en deçà de ceux de la fin 2021, avant le conflit. En février, ils sont inférieurs de 21,9 % à ceux de 2022 mais dépassent de 22,1 % les prix moyens 2018-2022. La baisse des prix est plus forte pour le colza que pour le tournesol. Les prix des pommes de terre restent fermes dans un contexte de récoltes limitées et d'annonce de semis en baisse.



Fruits et légumes : des prix tendus, surtout pour les légumes qui font face à des disponibilités limitées

A l'hiver 2022-23, les prix des **fruits frais** sont supérieurs à ceux de l'année précédente et plus encore à la moyenne des prix des cinq dernières années (en février : respectivement + 4 % et + 9 %) (figure 7). Le marché de la pomme s'est dynamisé sous l'effet d'une demande stimulée par le froid et de stocks moins abondants. *A contrario*, les cours de la noix sont en retrait sur un an, la demande ayant été insuffisante pour absorber toute l'offre nationale, essentiellement constituée de petits calibres. En février, les prix du kiwi souffrent d'une concurrence extérieure forte en provenance de la Grèce ou de l'Italie. Les prix des **légumes frais** s'envolent, particulièrement en février :

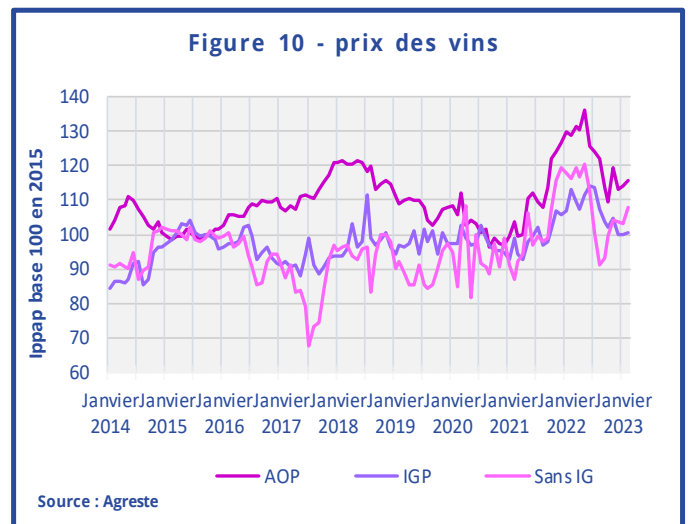
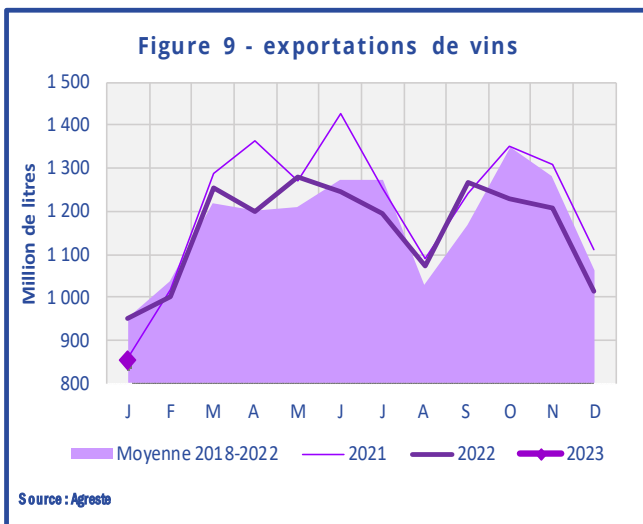
+ 53 % sur un an et + 52 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années (figure 8). La plupart des légumes contribuent à la hausse, en particulier le chou-fleur, dont les surfaces sont en nette baisse, l'endive, les carottes et poireaux dont la production a notamment souffert du manque d'eau, et les salades dont la culture a été perturbée par les vagues de froid de décembre et janvier. Ces hausses s'inscrivent dans un contexte de progression des coûts de production, notamment énergétiques. Sensibles à ces augmentations, les prix des endives continuent de grimper fortement (+ 78,0 % sur un an).



Viticulture : depuis novembre, des prix à la production en baisse sur un an

De novembre 2022 à janvier 2023, les exportations françaises de vins restent dynamiques en valeur (+ 3,8 % sur un an en moyenne). En revanche, les tensions inflationnistes mondiales, les différents confinements en Chine jusqu'en fin d'année 2022 et faiblesse des stocks de la récolte 2021 pèsent encore sur les volumes exportés (- 8,7 %) (figure 9). En moyenne sur ces trois mois, les volumes reculent tant vers l'UE (- 8,4 %) que vers les pays tiers (- 9,0 %). Tous

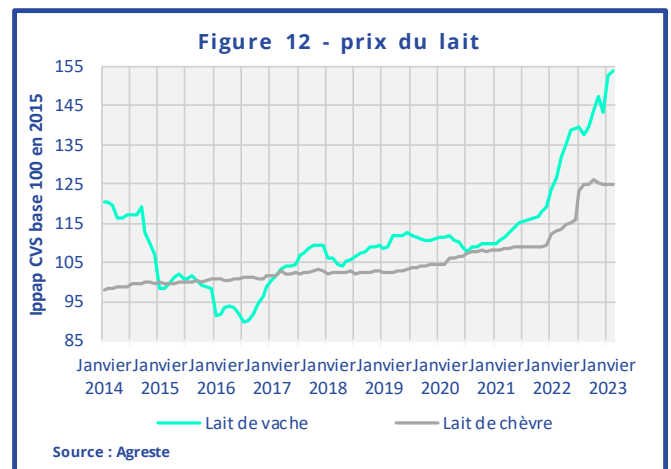
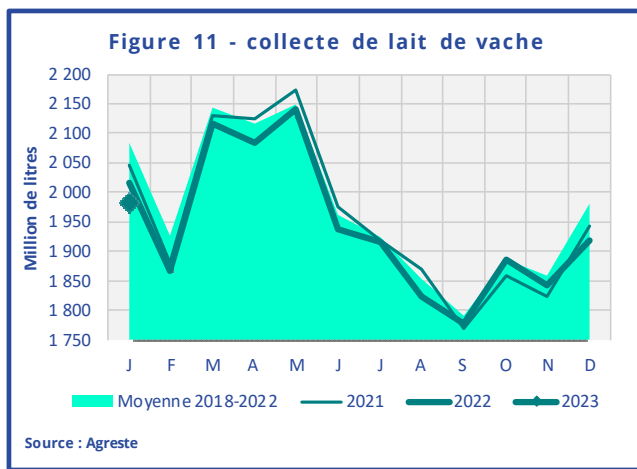
les vins sont concernés par le recul, y compris le Champagne (- 5,1 %), seul vin à avoir bénéficié de la hausse des volumes exportés jusqu'à l'automne 2022. Dans ce contexte de demande morose et de rebond de la production viticole française en 2022 (+ 21,0 %), après la faible récolte de 2021, les prix à la production des vins baissent sur un an depuis novembre 2022, tant pour les vins d'appellation que pour les autres catégories (figure 10).



Lait : des prix toujours fermes alors que les prix mondiaux des produits industriels laitiers se tassent

À l'hiver 2022-23, la collecte en France de lait de vache se replie à nouveau sur un an (-1,3 % en décembre et -1,4 % en janvier), après une légère reprise à l'automne 2022 (figure 11). La décapitalisation du cheptel continue de peser sur la collecte française. *A contrario*, la collecte progresse dans le reste de l'UE ainsi qu'aux États-Unis. Ces hausses font plus que compenser le repli dans l'hémisphère sud, générant de fait plus de disponibilités. La demande des ménages en produits laitiers reste cependant peu dynamique sous l'effet des tensions inflationnistes. Moteur de la demande mondiale, la Chine n'a pas encore retrouvé le dynamisme de 2021, malgré une certaine reprise de ses achats de poudre grasse et de lactosérum en

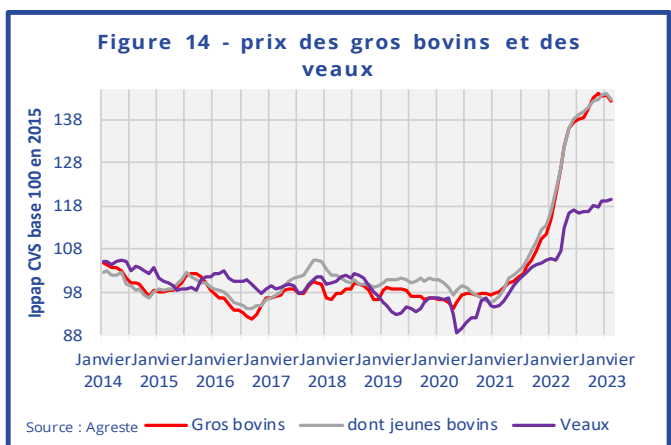
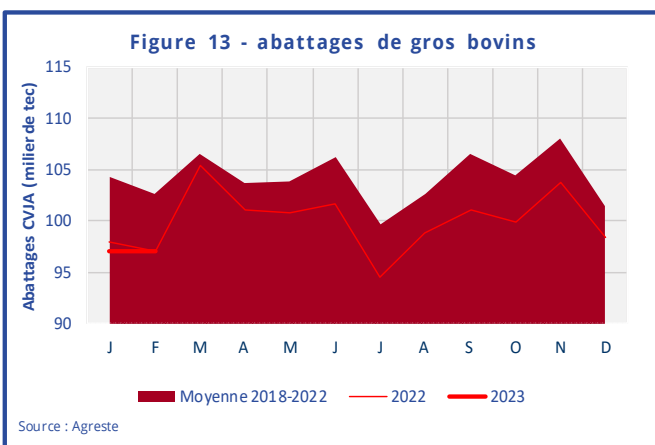
décembre. En conséquence, les prix mondiaux et français de certains produits laitiers industriels diminuent (poudre de lait écrémé, beurre). Pour autant, et bien qu'il soit un des moins élevés au sein de l'UE, le prix du lait de vache payé au producteur français reste orienté à la hausse : en février, il dépasse de 21,7 % celui de 2022 et de 35,6 % la moyenne des prix 2018-2022 (figure 12). Ces hausses de prix s'accompagnent d'une pression toujours élevée des coûts de production (mesurés par l'Ipampa lait de vache calculé par l'Idèle), malgré une certaine détente (+13,2 % sur un an en janvier 2023, +15,5 % en décembre 2022).



Bovins : le manque d'offre continue de soutenir les cours

En moyenne sur la période de décembre 2022 à février 2023, les abattages de bovins (en poids) restent en baisse sur un an (-2,4 %). C'est la conséquence de la poursuite du repli du cheptel, en France et dans l'UE. Toutefois, en janvier 2023, le recul est moins marqué pour les abattages de gros bovins (figure 13) et, en février, ils dépassent même légèrement ceux particulièrement bas de 2022 (+0,2 %). En revanche, les abattages de veaux de boucherie demeurent fortement orientés à la baisse (-11 %). Les exportations françaises de viande bovine sont en deçà des volumes de 2022

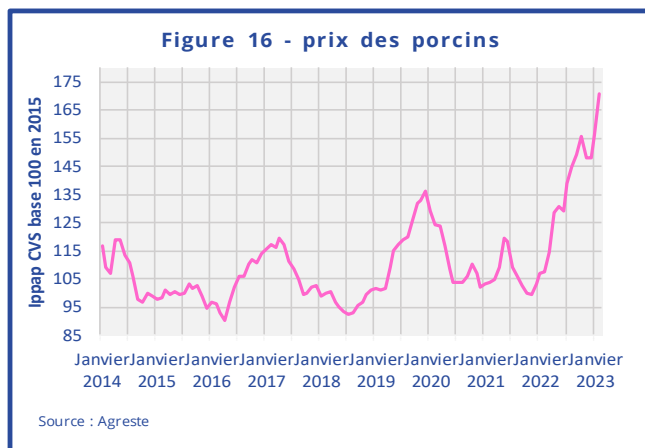
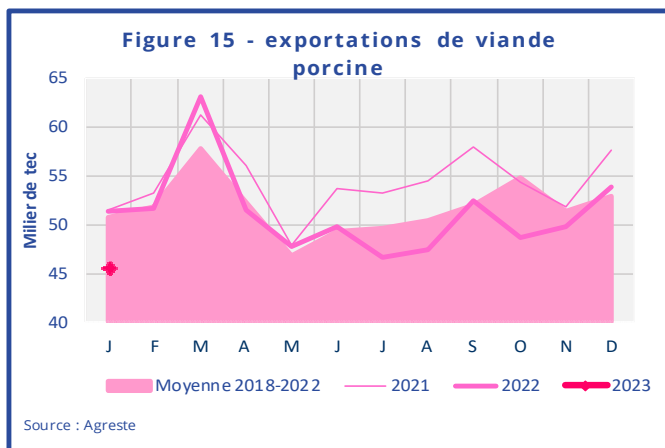
(-14,0 % en janvier). Dans le même temps, la France recourt plus massivement aux importations (+25,0 % en janvier) pour essayer de compenser l'insuffisance de viande française sur les étals. Les cours à la production des bovins se stabilisent à des niveaux historiquement élevés, en forte hausse sur un an (+18,1 % pour les gros bovins et +13,2 % pour les veaux) (figure 14). Parallèlement, le coût des aliments pour bovins (mesuré par l'Ipampa viande bovine de l'Idèle) reste élevé (+12,8 % sur un an en janvier 2023), tout en continuant de ralentir.



Porcins : des prix à la production au plus haut dans un contexte d'offre limitée

Sur la période de décembre 2022 à février 2023, les abattages de porcs (en poids) continuent de reculer sur un an : - 5,6 % en moyenne. Ils sont également inférieurs à la moyenne sur les cinq dernières années (- 6,0 %). A l'image des disponibilités dans l'UE, l'offre française de viande porcine reste limitée, traduisant notamment l'érosion régulière du cheptel. Le recours aux importations de viande et grasse porcines pour compléter l'offre nationale marque le pas en volume par rapport aux niveaux élevés de la fin 2021-début 2022. Dans le même temps, les exportations restent

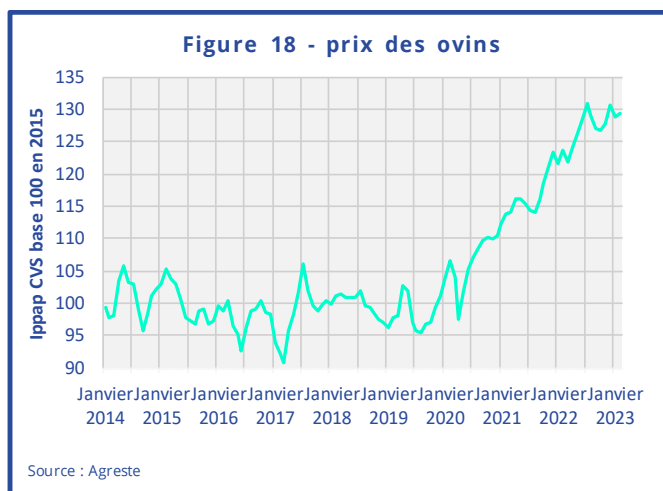
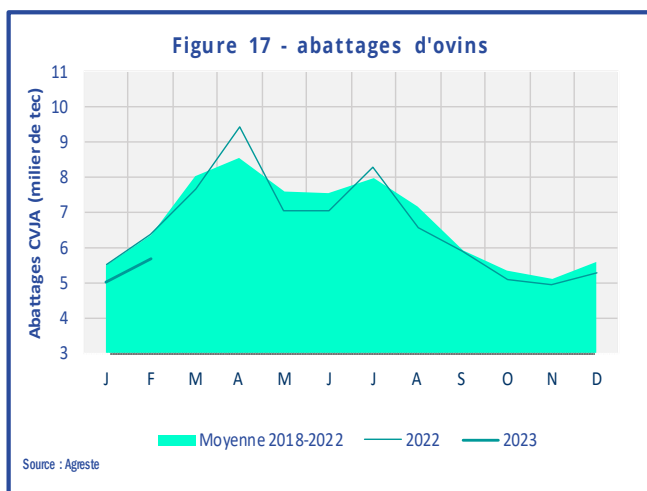
bien en deçà des volumes de 2021 et de la moyenne des cinq dernières années (*figure 15*), les ventes vers l'UE comme celles vers les pays tiers (Chine) poursuivant leur recul sur un an. Les prix du porc atteignent des niveaux inédits. En France, ils accélèrent sur un an : + 58,7 % en février, après + 46,3 % en janvier et + 42,2 % en décembre (*figure 16*). Sur la période de décembre 2022 à février 2023, le prix de l'aliment pour porcins, bien que toujours élevé, continue de ralentir (+ 19,5 % en février, après + 23,1 % en janvier et + 26,3 % en décembre).



Ovins : maintien des prix à des niveaux élevés

Début 2023, les abattages d'ovins (en poids) sont nettement en deçà des tonnages de l'année précédente (- 9,7 % en janvier et - 10,6 % en février) et des volumes moyens sur les cinq dernières années, accentuant les baisses de fin d'année 2022 (*figure 17*). La hausse des abattages d'ovins de réforme n'a compensé que partiellement la baisse de ceux d'agneaux. La demande est peu dynamique mais la baisse de l'offre continue d'être déterminante dans

l'orientation des prix. Ils se maintiennent ainsi à un très haut niveau début 2023, et ce d'autant plus à l'approche des fêtes de Ramadan et de Pâques (*figure 18*). La pression des coûts de production reste forte malgré la poursuite de leur ralentissement sur un an : + 21,1 %, après + 24,3 % en janvier et + 26,9 % en décembre 2022.

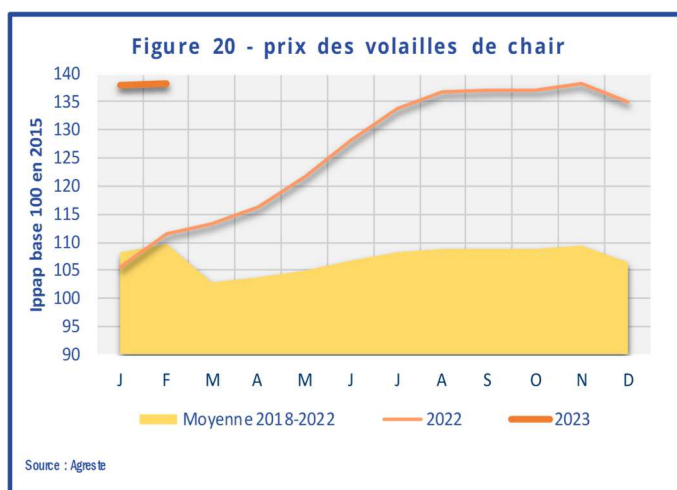
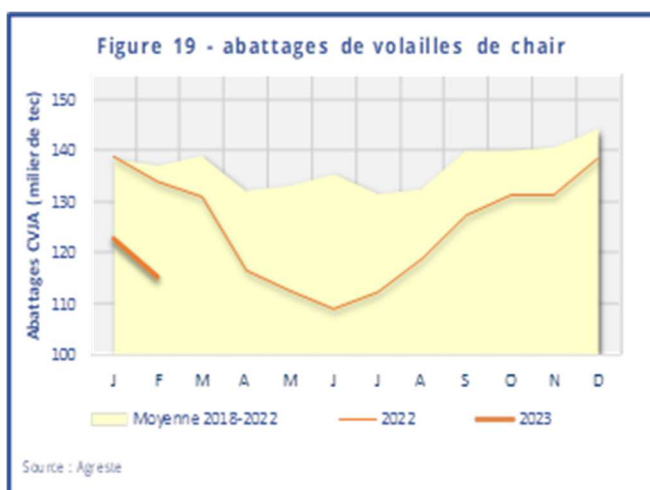


Aviculture : l'épizootie d'influenza aviaire continue de peser sur les filières de volailles chair et d'œuf

À l'hiver 2022-23, les abattages de volailles de chair restent très inférieurs à ceux de l'année précédente (en février 2023 : -15,2 % en têtes et -13,9 % en poids) (figure 19). La situation sanitaire au regard de l'épizootie d'influenza aviaire semble en voie de stabilisation dans les élevages mais la filière canards reste particulièrement touchée. En février, les abattages de canards à gaver reculent de 23,1 % (en têtes) quand ceux de canards à rôtir chutent de 54,9 %. Les baisses sont encore plus marquées dans les pays de la Loire, un des deux grands foyers de l'épizootie avec le Sud-Ouest. La filière poulets, jusque-là relativement préservée, souffre

depuis début 2023 d'un net repli sur un an des abattages en têtes (-12,8 % en février). Les prix à la production des volailles de chair se stabilisent à un niveau élevé (figure 20) ; leur hausse sur un an reflète en grande partie l'augmentation du prix des matières premières utilisées en alimentation animale au sein d'une filière très intégrée.

Depuis plus d'un an, les prix à la production des œufs de consommation sont élevés face au manque de poules pondeuses. En février 2023 ils sont supérieurs de près de 90 % à ceux de 2022.



Publiée à un rythme trimestriel (janvier, avril, juillet, octobre), cette lettre a pour objectif de fournir une vision synthétique et transversale de la conjoncture agricole.

Sources

- Estimations de production et de consommation calculées par le SSP
- Infos Rapides Prairies, Grandes cultures, Fruits, Légumes, Viticulture, Bovins, Porcins, Ovins, Aviculture, Lait, Coûts de production et Prix
- Données sur le commerce extérieur de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)
- Données de consommation à domicile (Panel Kantar pour FranceAgriMer)
- Indice des prix à la production des produits agricoles (Ippap) calculé par le SSP pour les fruits et légumes frais, et l'Insee pour les autres produits
- Indice des prix des produits à la consommation des produits alimentaires (IPC) calculé par l'Insee
- Indice des prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa) élaboré par l'Insee
- Données météorologiques fournies par Météo-France
- Indices Ipampa lait de vache, viande calculés par l'Idel (Institut de l'élevage)

Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr



www.agreste.agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture
et de la Souveraineté alimentaire
Secrétariat général
Service de la statistique et de la prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris

Directrice de la publication : Corinne Prost
Rédactrice : Annie Delort
Composition : SSP
Dépôt légal : À parution
ISSN : 0246-1803
© Agreste 2023